



COMPTE-RENDU DE LA QUARANTE-TROISIÈME SESSION DU GROUPE D'EXPERTS INTERGOUVERNEMENTAL SUR L'ÉVOLUTION DU CLIMAT: 11-13 AVRIL 2016

La 43^e session du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC 43) s'est tenue du 11 au 13 avril 2016 à Nairobi, au Kenya, et a réuni 264 participants de 117 pays.

Le GIEC a notamment examiné les points suivants: le programme et le budget du GIEC; les rapports; les questions de procédure, y compris la politique applicable aux conflits d'intérêts (CI); les questions relatives à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et à d'autres organes internationaux; les produits du Sixième rapport d'évaluation (RE6), y compris les rapports spéciaux (RS) et la planification stratégique; l'actualisation des méthodes relatives aux inventaires nationaux de gaz à effet de serre (GES); l'avenir de l'Équipe spéciale pour les données et les scénarios servant à l'analyse du climat et de ses incidences (ESACI); la communication relative au RE6; la bibliothèque du GIEC; le programme de bourses du GIEC; et le processus décisionnel pour l'examen des demandes d'accès aux informations ou aux réunions.

Le GIEC a adopté quatre décisions portant sur: le programme et le budget du GIEC; la communication relative au RE6, les RS; et la planification stratégique. Le Groupe est convenu d'entreprendre l'élaboration de trois RS, sur: l'impact d'un réchauffement global de 1,5°C au-dessus des niveaux pré-industriels et sur les profils des émissions de GES correspondantes; les liens entre le changement climatique, la désertification, la dégradation des terres, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire, et les flux de GES dans les écosystèmes terrestres; et les liens entre le changement climatique, les océans et la cryosphère. Le Groupe est également convenu qu'un RS sur les villes serait élaboré dans le cadre du prochain cycle d'évaluation.

BREF HISTORIQUE DU GIEC

Le GIEC a été créé en 1988 par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) afin d'évaluer, sur une base exhaustive, objective, ouverte et transparente, les données scientifiques, techniques et socio-économiques

permettant de comprendre les changements climatiques d'origine anthropique, leurs impacts potentiels et les options envisageables pour l'adaptation et l'atténuation. Le GIEC est un organe intergouvernemental et scientifique comptant 195 pays membres. Il n'entreprend pas de nouvelles recherches ni n'assure la surveillance des données liées au climat. Il procède plutôt à des évaluations des connaissances sur la base de la documentation scientifique et technique publiée et ayant été soumise à un examen collégial. Les rapports du GIEC se veulent pertinents pour les politiques, sans être normatifs.

DANS CE NUMÉRO

Bref historique du GIEC	1
Compte-rendu de la GIEC 43	3
Programme et budget du GIEC	4
Admission des organisations observatrices	4
Rapports	5
Questions de procédure.	5
Questions relatives à la CCNUCC et à d'autres organes Internationaux	6
Sixième rapport d'évaluation (RE6)	6
Actualisation des méthodes pour les inventaires nationaux de GES	9
L'avenir de l'ESACI	9
Communication relative au RE6.	10
Bibliothèque du GIEC	11
Programme de bourses du GIEC	11
Processus décisionnel pour l'examen des demandes d'accès aux informations ou aux réunions	11
Questions diverses	12
Lieu et date de la GIEC 44	12
Clôture de la session	12
Brève analyse de la GIEC 43	12
Réunions à venir	13
Glossaire	14

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé et édité par Anna Schulz, María Gutiérrez, Ph.D., et Virginia Wiseman. Éditeur numérique: Kiara Worth. Version française: Louison Dumaine-Laulusa - Correctrice: Sandra Gagnon, Ph.D. Éditrice: Pamela Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Le Directeur du Service d'information de l'IIDD est Langston James « Kimo » Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont l'Union européenne, le Gouvernement suisse (Office fédéral de l'environnement (OFEV)), et le Royaume d'Arabie Saoudite. Un soutien général au titre de l'exercice 2016 est accordé au *Bulletin* par le Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le Ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le Ministère finlandais des affaires étrangères, le Ministère japonais de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Centre de recherche pour le développement international (CRDI). Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD ni de ses bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales avec la mention académique appropriée. Pour tout renseignement relatif au *Bulletin*, y compris pour toute demande de couverture d'événements par nos services, contactez le Directeur du Service d'information de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556, ou par courrier postal au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA.



<http://enb.iisd.mobi/>

Le GIEC est doté de trois groupes de travail (GT): le Groupe de travail I (GTI) traite des bases de la science physique des changements climatiques; le Groupe de travail II (GTII) traite des conséquences des changements climatiques, de l'adaptation et de la vulnérabilité; et le Groupe de travail III (GTIII) traite des options envisageables pour limiter les émissions de GES et atténuer les changements climatiques. Chaque GT compte deux coprésidents et six vice-présidents, hormis lors du cycle de la cinquième évaluation où le GTII a eu trois coprésidents. Les coprésidents guident les GT dans l'accomplissement des mandats qui leur sont confiés par le Groupe et sont assistés dans cette tâche par les Unités d'appui technique (UAT).

Le GIEC dispose également d'une Équipe spéciale pour les inventaires nationaux de GES (ESI) qui supervise le Programme du GIEC sur les inventaires nationaux de GES, auquel une UAT apporte aussi son soutien. Le Programme vise à mettre au point et à affiner une méthode approuvée à l'échelon international ainsi qu'un logiciel pour le calcul et le compte rendu des émissions et des absorptions nationales de GES, et à en promouvoir l'utilisation par les Parties à la CCNUCC.

Le Groupe élit son Bureau pour la durée d'un cycle complet d'évaluation, qui dure de cinq à sept ans et comprend l'élaboration d'un rapport d'évaluation du GIEC. Le Bureau apporte son soutien au Président du GIEC pour la planification, la coordination et le suivi des travaux du GIEC; il est composé d'experts sur l'évolution du climat représentant toutes les régions. Actuellement, le Bureau compte 34 membres, s'étant élargi par rapport aux 31 membres qu'il comprenait avant les élections de la GIEC 42, organisées conformément à une décision prise à la GIEC 41, et il comprend le Président et les Vice-Présidents du GIEC, les Coprésidents et les Vice-Présidents des GT et les Coprésidents de l'ESI et son bureau. En 2011, le GIEC a créé un Comité exécutif pour aider aux travaux intersessions et à la coordination des GT. Le Comité exécutif comprend le Président du GIEC, les Vice-Présidents du GIEC, les Coprésidents des GT et de l'ESI et des membres consultatifs, notamment le Secrétaire du GIEC et les quatre Chefs des UAT. Le Secrétariat du GIEC est établi à Genève, en Suisse, et est hébergé par l'OMM.

PRODUITS DU GIEC: Depuis sa création, le GIEC a élaboré une série de rapports d'évaluation exhaustifs, des RS et des documents techniques qui fournissent des données scientifiques sur les changements climatiques à la communauté internationale et qui sont soumis à un examen approfondi par les experts et les gouvernements.

Le Premier rapport d'évaluation du GIEC a été achevé en 1990, le Deuxième rapport d'évaluation en 1995, le Troisième rapport d'évaluation en 2001, le Quatrième rapport d'évaluation (RE4) en 2007, et le Cinquième rapport d'évaluation (RE5) en 2014. Actuellement, les rapports d'évaluation sont composés de trois volumes, soit un volume pour chaque GT. La contribution de chacun des GT comprend un résumé à l'intention des décideurs (RID), un résumé technique et un rapport d'évaluation sous-jacent. L'ensemble des chapitres de chaque rapport est soumis à un processus d'examen approfondi qui se déroule en trois étapes: un premier examen par des experts, un deuxième examen par les experts et les gouvernements, et un troisième examen par les gouvernements. Chaque RID est ensuite approuvé ligne par ligne par le GT compétent. Un rapport de synthèse (RSY) est ensuite élaboré pour l'ensemble du rapport d'évaluation et intègre les aspects les plus pertinents des rapports des trois GT et un RID du RSY qui est par la suite approuvé ligne par ligne par le Groupe.

Outre les évaluations exhaustives, le GIEC produit des RS, des rapports méthodologiques et des documents techniques qui portent sur des thèmes spécifiques liés aux changements climatiques. À ce jour, les RS comprennent: l'Utilisation des terres, les changements d'affectation des terres et la foresterie (UTCATF) (2000); le Piégeage et le stockage du dioxyde de carbone (2005); les Sources d'énergie renouvelables et l'atténuation du changement climatique (2011); et la Gestion des risques de catastrophes et de phénomènes extrêmes pour les besoins de l'adaptation au changement climatique (2011). Des documents techniques ont également été élaborés, entre autres sur le Changement climatique et l'eau (2008).

En outre, le GIEC produit des rapports méthodologiques ou lignes directrices pour aider les pays à communiquer les données concernant les GES. Des rapports portant sur les pratiques recommandées ont été approuvés par le Groupe en 2000 et 2003, et la dernière version des Lignes directrices du GIEC pour les inventaires nationaux de GES (Lignes directrices 2006 du GIEC) a été approuvée en 2006. Le GIEC a également adopté le Supplément 2013 aux Lignes directrices 2006 pour les inventaires nationaux de GES: terres humides (Supplément sur les terres humides), et les Méthodes supplémentaires révisées et pratiques recommandées découlant du Protocole de Kyoto 2013 (Supplément sur le PK).

Pour ses travaux et efforts « visant à renforcer et à diffuser davantage de connaissances sur les changements climatiques d'origine anthropique, et à jeter les bases nécessaires pour contrer de tels changements », le GIEC a reçu le Prix Nobel de la paix, conjointement avec l'ancien Vice-Président des États-Unis Al Gore, en décembre 2007.

EXAMEN PAR LE CONSEIL INTERACADÉMIQUE (CIA): En réponse aux critiques publiques émises à l'encontre du GIEC en raison d'inexactitudes figurant dans le RE4, et à la réaction du Groupe à ces critiques, le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon et le Président du GIEC Rajendra Pachauri (Inde) ont demandé au CIA de procéder à un examen indépendant des processus et procédures du GIEC, et de présenter des recommandations pour renforcer le GIEC et assurer la qualité de ses rapports.

Le CIA a présenté ses résultats dans un rapport publié en août 2010 et a formulé des recommandations concernant, entre autres: la structure de gestion du GIEC; une stratégie de communication, y compris un plan de réponse aux crises; la transparence, notamment les critères de sélection des participants et le type de données scientifiques et techniques à évaluer; et la cohérence dans la manière dont les GT définissent l'incertitude.

GIEC 32: Cette session (11-14 octobre 2010, Busan, République de Corée) a examiné les recommandations de l'examen mené par le CIA. Le Groupe a adopté un certain nombre de décisions à cet égard, notamment sur le traitement de la documentation grise et de l'incertitude, et sur un processus pour le traitement des erreurs figurant dans les rapports précédents. Pour les recommandations nécessitant un examen plus approfondi, le Groupe a établi des groupes de travail sur les processus et les procédures, la communication, la politique applicable aux conflits d'intérêts (CI) et la gouvernance et la gestion.

GIEC 33: Cette session (10-13 mai 2011, Abou Dhabi, Émirats arabes unis) a porté principalement sur les mesures de suivi de l'examen mené par le CIA. Le Groupe a créé un Comité exécutif, a adopté une politique applicable aux CI et a apporté plusieurs modifications aux procédures encadrant les rapports du GIEC.

GIEC 34: Cette réunion (18-19 novembre 2011, Kampala, Ouganda) a adopté les procédures révisées régissant l'élaboration, l'examen, l'acceptation, l'adoption, l'approbation et la publication des rapports du GIEC, ainsi que les procédures de mise en œuvre et le formulaire de divulgation pour la politique applicable aux CI.

GIEC 35: Cette session (6-9 juin 2012, Genève, Suisse) a achevé l'examen par le Groupe des recommandations issues de l'examen effectué par le CIA, et a approuvé les fonctions du Secrétariat du GIEC et des UAT ainsi que la stratégie de communication.

GTI 12 et GIEC 36: Lors de ces réunions (23-26 septembre 2013, Stockholm, Suède), le GTI a parachevé sa contribution au RE5: « Changements climatiques 2013: les éléments scientifiques ». Le Groupe s'est ensuite réuni pour approuver le RID du GTI et a accepté le rapport sous-jacent, y compris le résumé technique et les annexes.

GIEC 37: Au cours de cette session (14-17 octobre 2013, Batoumi, Géorgie), le Groupe a décidé de créer un Groupe spécial sur les futurs travaux du GIEC (GSF). Il a également examiné et adopté deux rapports méthodologiques, le Supplément sur les terres humides et le Supplément sur le PK. Le GIEC a également entamé des discussions préliminaires sur la planification de son avenir.

GTII 10 et GIEC 38: Ces réunions (25-29 mars 2014, Yokohama, Japon) ont parachevé la contribution du GTII au RE5: « Changements climatiques 2014: incidences, adaptation et vulnérabilité ». Le Groupe s'est ensuite réuni pour approuver le RID du GTII et a accepté le rapport sous-jacent, y compris le résumé technique et les annexes.

GTIII 12 et GIEC 39: Ces réunions (7-12 avril 2014, Berlin, Allemagne), ont parachevé la contribution du GTIII au RE5: « Changements climatiques 2014: l'atténuation du changement climatique ». Le Groupe a ensuite approuvé le RID du GTIII et a accepté le rapport sous-jacent, y compris le résumé technique et les annexes. Le Groupe a également examiné, entre autres, les CI et les futurs travaux du GIEC.

GIEC 40: Cette réunion (27 octobre - 1^{er} novembre 2014, Copenhague, Danemark) a examiné et parachevé le RSY, qui réunit les conclusions des trois GT du GIEC. Le Groupe a également approuvé le RID du RSY ligne par ligne, et a adopté le RSY détaillé chapitre par chapitre.

GIEC 41: Cette réunion (24-27 février 2015, Nairobi, Kenya) a examiné les futurs travaux du GIEC, y compris les recommandations du GSF, et a pris une décision sur la taille, la structure et la composition du Bureau du GIEC et du Bureau de l'ESI (BES). Le Groupe a également adopté des décisions sur: les produits du GIEC, leur calendrier et leur utilité; la structure du GIEC; les rôles respectifs du Secrétariat et des UAT du GIEC; les options envisageables pour la sélection des auteurs principaux chargés de la coordination et des auteurs principaux et pour le soutien à leur apporter; et l'amélioration des processus de rédaction et de révision. Suite à la démission du Président du GIEC Pachauri, Ismail El Gizouli (Soudan) a été nommé Président du GIEC par intérim, en attendant l'élection d'un nouveau Président à la GIEC 42.

GIEC 42: Cette réunion (5-8 octobre 2015, Dubrovnik, Croatie) a élu les membres du Bureau du GIEC et du BES, y compris le Président du GIEC, les Vice-Présidents du GIEC, les Coprésidents des GT et du BES, les Vice-Présidents des GT et les membres du BES. Le Groupe a élu Hoesung Lee (République de Corée) en tant que Président du GIEC pour le sixième cycle d'évaluation.

COMPTE-RENDU DE LA GIEC 43

Lundi, Charles Sunkuli, Secrétaire principal du Ministère kenyan de l'environnement, des ressources naturelles et des autorités de développement régional, a prononcé le discours d'ouverture au nom de la Secrétaire du Cabinet Judi Wakhungu. Il a félicité le GIEC pour l'élaboration de l'évaluation du système climatique la plus récente et impartiale, le RE5, qui a servi de base scientifique aux négociations de la CCNUCC sur l'Accord de Paris. Il a fait observer les vulnérabilités du Kenya aux changements climatiques et a souligné les efforts du Gouvernement en vue d'intégrer les changements climatiques dans la planification nationale du développement.

Achim Steiner, Directeur exécutif du PNUE, dans son dernier message au GIEC à ce poste, a fait l'éloge du Kenya pour son rôle de pionnier, en première ligne de l'atténuation des changements climatiques. Il a souligné l'importance des prochaines années pour la définition du rôle du GIEC et a indiqué les défis à venir pour le Groupe au vu de l'Accord de Paris, en particulier pour répondre au besoin de transitions radicales pour limiter le réchauffement à 1,5°C, et même à 2°C au-dessus des niveaux préindustriels. Faisant remarquer le rôle essentiel joué par le PNUE et l'OMM dans le GIEC, il a demandé de reconnaître que le fait d'avoir un secrétariat financé par deux agences des Nations Unies est un atout unique pour le GIEC, tout en soulignant que l'indépendance et l'intégrité du GIEC constituent sa force la plus importante et sont incontestables.

David Carlson, de l'OMM, a loué le « remarquable et pourtant fragile » Accord de Paris, en indiquant que les travaux du GIEC joueront un rôle important dans son succès. Il a déclaré que si l'OMM et le PNUE ne sont pas toujours en phase, ils demeurent engagés à soutenir le GIEC. Il a souligné que la semaine précédente les concentrations de dioxyde de carbone avaient atteint le niveau quotidien le plus élevé jamais enregistré, à 407,3 parties par million, mesuré à Mauna Loa, et a souligné que diverses mesures indiquent qu'un réchauffement global considérable approche bien plus vite que prévu, en faisant observer que l'accélération rapide du réchauffement présentera des défis pour la construction de modèles, tels que la sixième phase du projet d'intercomparaison de modèles couplés (CMIP6), compliquant l'élaboration des RS et d'autres produits.

S'exprimant par le biais d'un message vidéo, la Secrétaire exécutive de la CCNUCC, Christiana Figueres, a prié les participants à la GIEC 43 de « chercher des réponses à travers le prisme de l'Accord de Paris », et les a exhortés à apporter une réponse favorable à la demande de la CCNUCC pour un RS sur l'impact d'un réchauffement global de 1,5°C au-dessus des niveaux pré-industriels et sur les profils des émissions de GES correspondantes (RS 1,5°C). Elle s'est déclarée convaincue que le GIEC continuera à générer les connaissances scientifiques nécessaires à la gestion saine de la seule planète que nous ayons.

Le Président du GIEC, Hoesung Lee, a fait part de son enthousiasme à s'engager dans le cycle du RE6, en faisant état d'une nouvelle documentation importante à examiner et des façons dont le GIEC peut soutenir l'Accord de Paris, tels qu'un RS 1,5°C et la contribution aux bilans mondiaux réguliers. Au sujet des travaux à venir, il a incité à se concentrer sur les solutions, sur une communication plus efficace et sur les informations pertinentes au niveau régional pour les décideurs.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR: Lundi matin, le Président du GIEC Lee a présenté l'ordre du jour de la session (IPCC-XLIII/Doc.I et Add.1). Le Royaume-Uni a demandé

l'ajout d'un point sur la nomination du Secrétaire du GIEC à l'ordre du jour. Le Groupe a adopté l'ordre du jour provisoire ainsi modifié.

APPROBATION DU PROJET DE RAPPORT DE LA 42^E SESSION: Lundi, le Président du GIEC Lee et le Secrétaire du GIEC par intérim Mannava Sivakumar ont présenté le projet de rapport de la GIEC 42 (IPCC-XLIII/Doc.12). Le Groupe a adopté le rapport avec des modifications rédactionnelles proposées par la Belgique.

PROGRAMME ET BUDGET DU GIEC

Ce point (IPCC-XLIII/Doc.2) a d'abord été examiné lundi. L'Équipe spéciale chargée des questions financières (ESF), coprésidée par la Nouvelle-Zélande et les Maldives, s'est réunie tout au long de la session, et a présenté une décision révisée (IPCC-XLIII/CRP.6) pour examen par le Groupe mercredi.

En introduction de ce point, le Secrétaire du GIEC par intérim Sivakumar a présenté: les ajustements budgétaires pour l'exercice 2016 par rapport au budget approuvé à la GIEC 42; les modifications apportées au budget 2017; le budget actuellement prévu pour l'exercice 2018; et le budget indicatif pour l'exercice 2019 (IPCC-XLIII/Doc.2); ainsi que les sources et les besoins de financement potentiels pour le cycle du RE6 (IPCC-XLIII/INF.1, INF.2 Rev.1, et INF.2 Rev.1 Add.1).

Signalant le déclin constant des contributeurs au Fonds d'affectation spéciale du GIEC de 2004 à 2015, la baisse récente des contributions totales et la dissipation de l'épargne à l'horizon 2017 si ces tendances persistent, le Secrétaire du GIEC par intérim Sivakumar a mis l'accent sur le besoin pressant de mobiliser des ressources.

Au cours des discussions, les États-Unis, le Canada, l'Allemagne, le Japon, la Suisse, la Norvège, la Belgique et d'autres ont exprimé leur inquiétude quant à cette situation et ont demandé qu'une sensibilisation ciblée soit mise en œuvre à haut niveau, y compris par les dirigeants de l'OMM et du PNUE, le Président du GIEC Lee menant l'initiative.

Le PNUE a réaffirmé son soutien et a signalé les engagements supplémentaires à venir, par le biais de détachements et d'autres contributions visant à réduire les coûts et les dépenses. La déléguée a également souligné qu'il est important d'élargir la base des bailleurs de fonds plutôt que de se concentrer sur un nombre restreint de membres.

Le Canada a demandé un débat sur la possibilité qu'un ou plusieurs pays financent un RS plutôt que d'apporter une contribution au Fonds d'affectation spéciale. Le Japon a accueilli favorablement la suggestion du Secrétariat visant à envisager une diversification des sources de revenus, mais a souligné qu'il est important que le GIEC demeure neutre et indépendant.

L'Union européenne (UE) a fait observer que compte tenu de son statut d'observateur, ses contributions apparaissent comme conditionnelles et sont affectées à des projets plutôt qu'au Fonds d'affectation spéciale. Néanmoins, le délégué a reconfirmé auprès du Groupe le respect de l'UE envers l'indépendance du GIEC, qui l'autorise à utiliser les fonds comme il le juge opportun, et s'est dit disposé à examiner des options et améliorations. Il a également plaidé pour l'examen d'autres sources de financement, telles que les fondations et les organisations caritatives, qui n'auraient pas d'incidence sur l'intégrité du Groupe. Le Brésil a mis en garde contre les ressources privées et a déclaré que bien que certaines organisations philanthropiques puissent contribuer à certaines activités, le budget de base ne devrait être guidé que par le Groupe.

Le Mali a suggéré d'envisager un financement par le biais de la CCNUCC, notamment par le Fonds vert pour le climat, pour soutenir les travaux du GIEC.

Faisant observer que le GIEC a toujours réussi à remplir son mandat, l'Arabie saoudite s'est dite convaincue qu'il le fera de nouveau, mais a souligné la nécessité d'une planification appropriée.

Mercredi, la Coprésidente de l'ESF Helen Plume a fait rapport sur les délibérations de l'Équipe et a présenté un document révisé (IPCC-XLIII/CRP.6). Le Groupe a adopté le projet de décision avec des révisions mineures.

Résultat: Dans sa décision, le GIEC, sur les recommandations de l'ESF:

- a approuvé plusieurs modifications de postes budgétaires dans la proposition de budget révisée pour l'exercice 2016;
- a pris note de la proposition de budget révisée pour l'exercice 2017, avec des modifications par rapport au budget indiqué à la GIEC 42;
- a pris note des budgets indicatifs pour les exercices 2018 et 2019, tels que proposés à l'Annexe 6 et à l'Annexe 7;
- a exprimé sa reconnaissance à l'OMM et au PNUE pour leurs contributions au Fonds d'affectation spéciale du GIEC et pour le financement d'un poste chacun au sein du Secrétariat, et à l'OMM pour accueillir le Secrétariat, et a remercié la CCNUCC pour sa contribution au Fonds d'affectation spéciale du GIEC; et
- a exprimé sa reconnaissance aux gouvernements, notamment ceux des pays en développement, pour leurs généreuses contributions au Fonds d'affectation spéciale du GIEC, en adressant des remerciements particuliers aux gouvernements qui soutiennent les UAT et un certain nombre d'activités du GIEC, notamment les centres de données, les réunions et les activités de sensibilisation.

Le Groupe a également: pris note avec inquiétude de la baisse du nombre de contributeurs et du niveau des contributions au Fonds d'affectation spéciale du GIEC; prié le Président et le Secrétariat d'entamer, avec le soutien des Vice-Présidents du GIEC, une campagne de mobilisation des ressources afin de tenter de renverser cette tendance à la baisse; prié le Président et le Secrétariat de rédiger une lettre à l'ensemble des membres, adressée aux plus hauts échelons dans les diverses capitales, à signer par le Secrétaire général de l'OMM et le Directeur exécutif du PNUE; et prié le Secrétariat de faire rapport à la GIEC 44 sur le résultat des efforts de mobilisation des ressources.

En outre, le Groupe a demandé que les pays maintiennent leurs généreuses contributions en 2016 et a invité les gouvernements qui sont en position de le faire à augmenter le niveau de leurs contributions au Fonds d'affectation spéciale du GIEC ou à y contribuer s'ils ne l'ont pas déjà fait.

ADMISSION DES ORGANISATIONS OBSERVATRICES

Lundi, le Secrétaire du GIEC par intérim Sivakumar a présenté ce point (IPCC-XLIII/Doc.4), en indiquant que le Secrétariat a reçu quatre nouvelles demandes depuis la GIEC 42, notamment de trois organisations déjà accréditées en tant qu'observateurs auprès de la CCNUCC et du PNUE: l'Organisation de coopération économique; l'Université de Yale aux États-Unis; et le Collège universitaire de Londres au Royaume-Uni. La quatrième, Future Earth International, a présenté les documents supplémentaires exigés d'une organisation n'étant pas encore accréditée auprès de la CCNUCC, du PNUE ou de l'OMM. Le Secrétaire du GIEC par intérim Sivakumar a déclaré que le Secrétariat, et par la suite le Bureau lors de sa 50^e session, ont recommandé l'acceptation des quatre organisations. Le Secrétariat a suggéré que l'Institut de recherche technologique industrielle (ITRI) de

Hsinchu, renouvelle sa demande de statut d'observateur étant donné qu'il a été signalé au Secrétariat que l'organisation est accréditée auprès de la CCNUCC sous un nom différent.

Les États-Unis ont demandé un délai d'examen supplémentaire avant la conclusion de ce point de l'ordre du jour afin de « vérifier que les faits sont conformes à leur présentation ». Le Groupe n'est pas revenu à ce point.

RAPPORTS

ACTIVITÉS DE COMMUNICATION ET DE

SENSIBILISATION: Mardi, Jonathan Lynn, du Secrétariat du GIEC, a présenté ce rapport (IPCC-XLIII/INF.5), en signalant les activités de communication ambitieuses menées lors de la période précédant la 21^e Conférence des Parties (CdP 21) à la CCNUCC. Il a demandé un soutien généreux et continu pour poursuivre une sensibilisation intensive et a mis l'accent sur la grande visibilité du GIEC à la CdP 21 à la CCNUCC. Il a mis en exergue la très utile Réunion d'experts sur la communication, en déclarant qu'il sera donné suite aux recommandations de la réunion dans les mois à venir. Le Groupe a pris note du rapport.

ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN PLACE

DES UAT: Mardi, la Coprésidente du GTI, Valérie Masson-Delmotte, a fait rapport sur les progrès accomplis dans la mise en place de l'UAT du groupe, en mentionnant le soutien du Gouvernement français. Elle a indiqué que le budget de l'UAT s'élèvera jusqu'à 1,3 million EUR par an et que l'Unité sera accueillie par l'Université de Paris-Saclay.

Le Coprésident du GTII Hans-Otto Pörtner a signalé que les négociations budgétaires sont presque terminées pour l'UAT du groupe, et a indiqué que l'UAT sera accueillie par le Centre Helmholtz pour la recherche polaire et marine de l'Institut Alfred Wegener, à Potsdam, en Allemagne, les opérations étant également gérées en Afrique du Sud.

Le Coprésident du GTIII Jim Skea a indiqué que l'UAT du groupe sera accueillie par le Centre pour la politique environnementale du Collège impérial de Londres et l'Institut indien de gestion d'Ahmedabad. Il a déclaré que le processus contractuel a été plus lent que dans l'idéal, mais que cela a été nécessaire en raison des cycles budgétaires du Royaume-Uni.

Le Coprésident de l'ESI Kiyoto Tanabe a indiqué que l'UAT actuelle sera reconduite, basée à l'Institut pour les stratégies environnementales mondiales (IGES), à Kanagawa, au Japon.

L'Arabie saoudite a souligné l'importance de s'assurer que les pays en développement sont représentés dans les UAT, en particulier pour garantir que les enjeux régionaux sont représentés dans le rapport.

ESACI: Réunion d'experts: Mardi, le Secrétariat a présenté le rapport de la Réunion d'experts sur l'ESACI (IPCC-XLIII/INF.10 Rev.1), qui s'est tenue les 26 et 27 janvier 2016 à Genève, en Suisse. Le délégué a signalé que la réunion a élaboré un ensemble d'éléments essentiels et de recommandations relatifs au rôle futur de l'ESACI selon les besoins du GIEC. Il a indiqué que la plupart des participants ont recommandé que l'ESACI et le Centre de diffusion des données du GIEC (CDD) soient reconduits.

Le Groupe a pris note du rapport.

ESI: 27^e Réunion de l'ESI: Mardi, le Coprésident de l'ESI Tanabe a présenté le rapport de la réunion (IPCC-XLIII/INF.11), qui s'est tenue du 16 au 18 novembre 2015, à Hayama, au Japon. Il a fait savoir que la réunion a permis aux membres nouvellement élus de se familiariser avec l'ESI et a examiné les activités futures. Il a indiqué que la réunion a compris des discussions sur le Logiciel d'inventaire du GIEC et les Lignes directrices du GIEC pour les inventaires.

Il a rappelé que la réunion a recommandé que l'élaboration du nouveau rapport méthodologique proposé dans le Plan stratégique ne soit pas une révision, mais plutôt un affinement des Lignes directrices 2006 du GIEC.

Le Groupe a pris note du rapport.

13^e réunion du Comité éditorial de la Base de données du GIEC sur les facteurs d'émission (EFDB): Mardi, le Coprésident de l'ESI Eduardo Calvo Buendía a présenté le rapport de la réunion (IPCC-XLIII/INF.13), qui s'est tenue du 18 au 20 novembre 2015, à Hayama, au Japon. Il a indiqué que la réunion a évalué des propositions de données nouvelles et en suspens, et a examiné la façon d'améliorer l'EFDB. Il a signalé l'acceptation de 367 données sur les facteurs d'émission sur les 613 données nouvelles et en suspens, transmises par des experts, collectées par les UAT et fournies par les participants, pour inclusion dans la base de données en tant que résultat de la réunion.

Le Groupe a pris note du rapport.

Réunion d'experts pour recueillir les avis des utilisateurs de l'EFDB et du logiciel:

Mardi, le Coprésident de l'ESI Buendía a présenté le rapport de la réunion (IPCC-XLIII/INF.12), qui s'est tenue du 25 au 28 novembre 2015, à Kobe, au Japon. Il a précisé que la réunion visait à aider les responsables des inventaires à utiliser les Lignes directrices 2006 du GIEC et le Logiciel d'inventaire du GIEC. Les États-Unis ont encouragé le BES à collaborer de manière constructive avec la CCNUCC sur le renforcement des capacités afin d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Le Coprésident de l'ESI Buendía a affirmé que l'ESI a déjà conclu un accord avec la CCNUCC visant l'appui au renforcement des capacités.

Le Groupe a pris note du rapport.

RÉUNION D'EXPERTS SUR LA COMMUNICATION:

Mardi, Jonathan Lynn, du Secrétariat du GIEC, a présenté le rapport de cette réunion (IPCC-XLIII/INF.6), qui s'est tenue les 9 et 10 février 2016, à Oslo, en Norvège. Il a indiqué que les discussions ont porté sur les enseignements tirés de la communication et de la sensibilisation menées au cours du cycle du RE5 et que des recommandations ont été formulées pour le RE6.

La Suisse a demandé des éclaircissements sur le sens du terme « partie prenante ». Le Secrétaire adjoint du GIEC, Carlos Martin-Novella, a précisé que « partie prenante » est utilisé par rapport à la sensibilisation plutôt qu'aux groupes internes et a souligné que le terme « partie prenante » est défini dans la stratégie de communication du GIEC.

Le Groupe a pris note du rapport.

QUESTIONS DE PROCÉDURE

EXAMEN DE LA POLITIQUE APPLICABLE AUX CI:

Ce point (IPCC-XLIII/Doc.3) a d'abord été abordé mardi. Au terme des discussions, le Secrétariat a présenté un document révisé (IPCC-XLIII/CRP.3) pour examen par le Groupe.

Le Président du Comité du GIEC chargé des CI, Youba Sokona, a fait savoir que la politique applicable aux CI est en vigueur et fonctionne bien depuis trois ans. Toutefois, il a déclaré que les difficultés constantes concernant le volume restreint d'informations fournies dans les formulaires de divulgation ont posé des problèmes au Comité chargé des CI pour l'évaluation des conflits d'intérêts potentiels et l'a conduit à recommander la création d'un sous-comité ayant pour mandat: de réviser le formulaire de divulgation des CI; d'envisager l'élargissement de la portée d'une règle visant à ce qu'un curriculum vitae (CV) accompagne tout dépôt de formulaire de divulgation; de considérer le pour et le contre

d'une réduction ou d'une modification de la composition du Comité chargé des CI; d'examiner les avantages et les inconvénients du maintien ou de la modification du rôle et de l'implication du Groupe consultatif d'experts chargé de fournir des avis sur les questions de CI (GCE) dans le processus relatif aux CI; et d'examiner la nécessité et/ou l'opportunité de maintenir ou de modifier les processus des GT relatifs aux CI.

Au cours des discussions, les États-Unis, la Suisse, l'Allemagne, le Royaume-Uni et le Mali ont appuyé la création du sous-comité. Les États-Unis ont demandé des éclaircissements sur l'étendue de la demande de CV et sur la nécessité d'allouer 30 000 CHF dans le budget pour les services de conseil. Le Mali a demandé une évaluation de la performance de la politique applicable aux CI jusqu'à présent. Le Président du Comité chargé des CI Sokona a indiqué que le Comité répondrait à l'ensemble de ces suggestions.

L'Arabie saoudite a également appuyé la constitution d'un sous-comité mais a demandé un travail plus approfondi sur les points du mandat concernant les demandes de CV et la composition du Comité avant de prendre une décision, et a proposé que le Bureau apporte des précisions sur ces points lors de sa prochaine session.

Mercredi, le Président du Comité chargé des CI Sokona a précisé les recommandations (IPCC-XLIII/CRP.3). L'Arabie saoudite a demandé la suppression de deux recommandations sur le rôle du GCE et sur la nécessité et/ou l'opportunité de maintenir ou de modifier les processus des GT relatifs aux CI. Les États-Unis ont recommandé de remplacer le terme « réduire » par « évaluer la modification éventuelle de la composition du Comité » pour éviter de préjuger du résultat.

Suite à d'autres révisions, le Groupe a adopté le document tel que révisé.

Résultat: Le document présente un aperçu de la mise en œuvre et une évaluation du fonctionnement du Comité chargé des CI pour le cycle du RE6 jusqu'à présent. Le document recommande la création d'un sous-comité ayant pour mandat d'examiner la politique applicable aux CI et ses modalités de mise en œuvre, et de proposer des solutions pour identifier les problèmes et les difficultés, pour examen et décision à la GIEC 44.

Le mandat du sous-comité comprend:

- la révision du formulaire de divulgation des CI afin de solliciter des informations complètes et pertinentes et de veiller à ce qu'elles soient fournies;
- l'examen de l'utilité d'élargir la portée des règles du GIEC pour demander que le formulaire de divulgation des CI soit accompagné d'un CV; et
- l'examen des avantages et des inconvénients d'une modification de la composition du Comité chargé des CI, ou de toute autre mesure visant à garantir une participation continue, pleine et effective à ses travaux et à ses réunions.

TAILLE, COMPOSITION ET STRUCTURE DU

FUTUR BUREAU DU GIEC: Ce point (IPCC-XLIII/INF.14) a été examiné mardi. Le Secrétaire adjoint du GIEC Martin-Novella a indiqué que la GIEC 41 est convenue d'entamer à la GIEC 43 un examen des approches et des critères à utiliser pour déterminer la taille, la structure et la composition d'un futur Bureau. Il a suggéré que le Groupe demande au Secrétariat de poursuivre l'analyse des informations contenues dans le document et présente des propositions au Groupe. Faisant observer que l'une des règles du GIEC est de revoir ses règles tous les cinq ans, il a suggéré que les propositions soient transmises au Groupe dans le cadre de cette revue, qui doit s'achever avant 2018. Le Groupe a accepté cette recommandation.

QUESTIONS RELATIVES À LA CCNUCC ET À D'AUTRES ORGANES INTERNATIONAUX

SUIVI DE LA CDP 21 À LA CCNUCC: Ce point (IPCC-XLIII/INF.4) a été abordé mardi. Le Secrétaire adjoint du GIEC Martin-Novella a fait observer que plusieurs décisions de la CdP 21 à la CCNUCC, de la 11^e session de la CdP siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Kyoto et de la 43^e session de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique mentionnent explicitement ou implicitement le GIEC, et a expliqué que le Secrétariat a extrait les dispositions pertinentes et les a groupées selon le programme de travail et les produits du GIEC. Il a indiqué que le Bureau du GIEC a recommandé que le Groupe prenne en compte ces résultats de la CCNUCC dans la planification du cycle du RE6.

Le Système mondial d'observation du climat (SMOC) a annoncé que suite à son rapport sur l'état actuel du système mondial d'observation du climat, en ce qui concerne notamment l'adaptation et les moyens de soutenir la CCNUCC, l'organisation développe actuellement un plan de mise en œuvre qui sera ouvert à l'examen du public en juin et juillet 2016 et sera présenté à la CdP 22. Le délégué a encouragé l'ensemble des parties à contribuer à ces travaux.

Le Groupe a accepté la recommandation du Bureau.

SIXIÈME RAPPORT D'ÉVALUATION (RE6)

RAPPORTS SPÉCIAUX: Ce point (IPCC-XLIII/Doc.8, INF.7, INF.8 et Add.1, INF.9 et INF.19) a d'abord été examiné en séance plénière lundi. Au terme d'autres discussions menées mardi, un groupe de contact coprésidé par les Coprésidents du GIEC, Ko Barrett et Youba Sokona, a été formé. Le groupe de contact s'est réuni mardi après-midi et dans la soirée, et tout au long de la journée de mercredi, et a présenté un projet de texte de décision (IPCC-XLIII/CRP.4) à la plénière mercredi après-midi.

En présentant ce point, le Secrétaire adjoint du GIEC Martin-Novella a expliqué que les 31 propositions de thèmes reçues pour les RS ont été organisées en neuf groupes. Il a fait savoir que les Coprésidents des GT ont recommandé que le Groupe: accepte l'invitation de la CdP à la CCNUCC à élaborer le RS 1,5°C; s'entende sur un ou plusieurs RS supplémentaires parmi les groupes A (utilisation des terres), B (océans et cryosphère), F (profils des émissions, y compris la proposition de 1,5°C) et I (villes); prie les GT d'examiner les thèmes proposés au cours de l'exercice de cadrage du RE6; et examine les options envisageables pour faire valoir les aspects régionaux dans le RE6.

Les discussions sur les RS ont porté sur: le nombre de RS qui pourraient être élaborés au cours du cycle du RE6; le choix thématique; et la manière d'aborder les aspects régionaux.

Nombre de RS: Le nombre de rapports a été, en fin de compte, largement guidé par les échanges de points de vue sur les thèmes et les groupes. Toutefois, les contraintes en matière de temps et de ressources financières et humaines ont été largement reconnues et longuement débattues.

Présentant un calendrier possible pour l'intégration de deux RS, le Secrétaire adjoint du GIEC Martin-Novella a indiqué qu'il serait possible d'achever deux RS, tandis qu'en achever trois nécessiterait un chevauchement significatif avec d'autres activités. Le Coprésident du GTIII Skea a déclaré qu'il n'est « pas nécessairement impossible » d'avoir trois rapports, sous certaines conditions: qu'il n'y ait pas de volume régional distinct; qu'il existe un calendrier détaillé; et que les GT comptent sur le personnel et l'appui des UAT et d'autres organismes.

Le Coprésident du GTIII Skea et d'autres délégués se sont également dits inquiets qu'une charge de travail importante relative aux RS puisse aboutir à une version condensée et

inappropriée du RE6 ou compromettre la qualité et le détail que les RS sont censés apporter. Peu convaincus qu'il soit réaliste que trois RS puissent être achevés au cours de ce cycle, plusieurs délégués ont fait observer que si deux RS ont été publiés au cours du RE5, la portée du premier avait été définie avant le début du cycle.

En ce qui concerne les ressources humaines, la Coprésidente du GTI Masson-Delmotte et le Coprésident du GTII Pörtner ont indiqué qu'il pourrait être assez difficile d'élaborer un troisième rapport, compte tenu des chevauchements significatifs qui sont anticipés pour les auteurs. Plaidant pour trois rapports, certains pays ont signalé le nombre de jeunes auteurs et d'auteurs issus de pays en développement désireux de participer au processus du GIEC.

En ce qui concerne les ressources financières, le Chili a fait remarquer qu'« on peut toujours trouver de l'argent ». Signalant que les thèmes des RS ont suscité des offres de financement, l'Afrique du Sud a averti que ces financements pourraient ne pas se matérialiser si le Groupe optait pour une intégration de ces thèmes dans le RE6, plutôt que pour l'élaboration de RS.

Les délégués sont demeurés divisés sur l'opportunité de produire deux ou trois rapports jusqu'à ce que les thèmes soient choisis.

Propositions de thèmes pour les RS: Le RS 1,5°C a recueilli un large consensus et de nombreux partisans ont plaidé en faveur de chacun des trois autres groupes (l'utilisation des terres, les océans et la cryosphère, et les villes).

La Coprésidente du GTI Masson-Delmotte a signalé le grand intérêt que porte le GTI au RS 1,5°C, ainsi qu'au traitement des aspects régionaux, éventuellement dans un rapport distinct.

Le Coprésident du GTII Pörtner a plaidé pour que le GTII aborde les océans et a mis l'accent sur les impacts récents tels que le plus grand phénomène de blanchiment des coraux jamais observé. La Coprésidente du GTII Debra Roberts a recommandé le thème des villes, compte tenu de sa nature interdisciplinaire et des tendances actuelles en matière d'urbanisation et d'émissions par les villes.

La Nouvelle-Zélande, soutenue par de nombreux délégués, a averti que l'ampleur des thèmes proposés dans certains cas risquent d'amenuiser la valeur d'un RS, qui permet un examen approfondi. À propos des thèmes non retenus pour les RS, les délégués et le Président du GIEC Lee ont souligné qu'ils seraient traités de manière approfondie dans le RE6.

En ce qui concerne le **groupe thématique sur les profils des émissions, notamment le RS 1,5°C**, de manière générale, la demande de la CdP 21 à la CCNUCC a largement été appuyée en tant que priorité. Sainte-Lucie, rejointe par Saint-Kitts-et-Nevis, a exprimé des préoccupations quant à la combinaison des autres propositions de RS sur les profils des émissions avec le RS 1,5°C, en déclarant que cela dépasserait la portée de la demande spécifique de la CdP.

L'Arabie saoudite a demandé que toute décision visant à entreprendre un RS 1,5°C comprenne des références explicites au développement durable, à l'élimination de la pauvreté et à l'Article 2 (objectif) de l'Accord de Paris.

Sainte-Lucie, la Norvège, l'Allemagne, le Royaume-Uni, Saint-Kitts-et-Nevis, l'Espagne, les États-Unis, la Nouvelle-Zélande, le Japon, la France, les Îles Salomon, la Hongrie, le Chili, l'UE et d'autres se sont opposés aux propositions de l'Arabie saoudite et ont expressément demandé de conserver une formulation simple et de laisser la définition du contenu au processus de cadrage. Le Brésil s'est dit surpris par la résistance opposée à la mention du développement durable et des efforts menés pour éliminer la pauvreté.

Les États-Unis, la Norvège et le Canada ont souligné que le GIEC opère traditionnellement de manière différente par rapport aux négociations de la CCNUCC et qu'il doit rester un organe collégial axé sur le dépassement des problèmes et la recherche de solutions.

L'Arabie saoudite a accepté un texte de compromis stipulant que le Groupe accepte la demande de la CCNUCC « dans le cadre de l'Accord de Paris » et décide de préparer un RS sur ce sujet « dans le cadre du renforcement de la réponse mondiale aux menaces des changements climatiques, du développement durable, et des efforts visant à éliminer la pauvreté ». Les membres sont ensuite convenus d'élaborer le RS 1,5°C.

En ce qui concerne le **groupe thématique sur l'utilisation des terres**, l'Australie, le Japon, l'Autriche, le Sénégal, le Tchad, le Canada, Singapour, l'Iran, l'Indonésie, la Norvège, la Fédération de Russie et le Venezuela, entre autres, ont plaidé pour un RS dans ce domaine. La Hongrie, le Luxembourg et Maurice ont également déclaré appuyer cette option si un troisième RS s'avérait possible.

La formulation précise concernant un RS sur l'utilisation des terres a été longuement débattue. L'Arabie saoudite, l'Iran, la Jordanie et le Brésil ont insisté sur une attention particulière à la désertification et à la dégradation des terres. Les Îles Salomon ont proposé que le RS traite également de la dégradation des tourbières et des incendies, et la Suisse a préconisé un examen des montagnes. La Norvège, le Royaume-Uni, la Hongrie, le Chili, l'Autriche et d'autres pays, contrés par le Brésil, ont demandé que les forêts soient mentionnées. La Fédération de Russie a proposé la mention des systèmes de gestion des terres et, rejointe par l'Arabie saoudite, des émissions négatives.

Un groupe de rédaction, animé par la Nouvelle-Zélande et le Venezuela, a précisé que le groupe thématique sur l'utilisation des terres serait désormais axé sur « les changements climatiques, la désertification, la dégradation des terres, la gestion durable des terres et la sécurité alimentaire ». Suite à l'ajout de la mention « et les flux de GES dans les écosystèmes terrestres », les délégués ont appuyé l'élaboration de ce RS.

En ce qui concerne le **groupe thématique sur les océans et la cryosphère**, de nombreux délégués se sont dits intéressés par ce sujet. Monaco a exprimé un soutien ferme, et a offert un financement. La France a demandé que le RS sur les océans inclue des aspects tels que les villes côtières, les infrastructures, la hausse du niveau des mers et la sécurité alimentaire. Les membres ont choisi le titre « les changements climatiques, les océans et la cryosphère » et ont appuyé l'élaboration de ce RS.

En ce qui concerne **les villes**, l'Australie, le Mexique, l'Argentine, le Brésil, l'Afrique du Sud, la Hongrie, le Pakistan, le Danemark et d'autres pays se sont dits intéressés par un RS dans ce domaine. La Norvège a indiqué qu'un tel rapport serait une initiative innovante pour le GIEC, susceptible de toucher de nouveaux publics et parties prenantes. Le Royaume-Uni a ajouté que le sujet mérite d'être abordé de manière transversale comme le permet un RS.

Conscients de l'appui renouvelé à l'ensemble des thèmes et de la nécessité de limiter les RS tout au plus à trois, les États-Unis, Sainte-Lucie, les Îles Salomon, les Maldives, Saint-Kitts-et-Nevis, le Luxembourg, l'Indonésie, le Mexique, l'UE, l'Allemagne et le Venezuela ont préconisé d'élaborer les RS sur l'utilisation des terres et les océans et la cryosphère au cours du cycle du RE6, en mettant l'accent sur les villes dans le RE6 et en signalant un RS sur les villes au cours du cycle du RE7. L'Afrique du Sud a déclaré pouvoir soutenir ce compromis, mais a demandé qu'il soit spécifiquement stipulé dans la décision qu'un RS sur les villes sera élaboré dans le cadre du RE7. Sainte-Lucie a proposé la tenue d'une grande conférence

sur les villes et les changements climatiques afin de stimuler la production d'une documentation pertinente avant le RE7. Les propositions de l'Afrique du Sud et de Sainte-Lucie, en sus d'une meilleure intégration des villes dans le RE6, se sont révélées acceptables.

Au sujet des options envisageables pour aborder **les aspects régionaux** dans le RE6, au terme d'un bref débat, les délégués sont convenus que les aspects régionaux joueront un rôle plus important dans le RE6 mais qu'ils ne seront pas choisis comme RS. Les discussions approfondies sur cette question sont résumées plus bas, dans le cadre de la planification stratégique.

Sur la base des arrangements conclus au sein du groupe de contact (IPCC-XLIII/CRP.4), le Groupe a adopté la décision après modification.

Suite à cette adoption, le Brésil s'est proposé d'accueillir l'élaboration du RS 1,5°C, en vue de renforcer la participation des pays membres en développement. L'Allemagne, la France, Sainte-Lucie, le Royaume-Uni, la Norvège et les États-Unis ont indiqué que cette proposition nécessiterait un examen attentif, en soulignant qu'il incombe aux GT d'élaborer les RS.

La Belgique, soutenue par le Luxembourg, le Chili, le Soudan, les Maldives, l'Égypte, l'Arabie saoudite et la Norvège, a suggéré que le Bureau examine les moyens d'arrêter la taille appropriée des différents produits du GIEC, y compris les RS, en signalant une « inflation » de leur longueur au fil du temps.

Résultat: Dans sa décision, le Groupe a décidé:

- que l'ensemble des thèmes inclus dans les propositions de RS figurant dans le document IPCC-XLIII/Doc.8 sont importants et doivent être abordés dans la série de produits du RE6;
- dans le cadre de l'Accord de Paris, d'accepter l'invitation de la CCNUCC à produire en 2018 un rapport spécial sur l'impact d'un réchauffement global de 1,5°C au-dessus des niveaux pré-industriels et sur les profils des émissions de GES correspondantes, et de préparer un RS sur ce thème dans le cadre du renforcement de la réponse mondiale aux menaces des changements climatiques, du développement durable et des efforts visant à éliminer la pauvreté;
- de préparer un RS sur les changements climatiques, la désertification, la dégradation des terres, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire, et les flux de GES dans les écosystèmes terrestres. Le processus de cadrage pourrait envisager les enjeux et les possibilités en matière d'adaptation et d'atténuation;
- de préparer un RS sur les changements climatiques, les océans et la cryosphère;
- de recommander, dans le cadre du processus de cadrage du RE6, une intégration plus poussée de l'évaluation des incidences des changements climatiques sur les villes et des possibilités d'adaptation et d'atténuation uniques qu'elles présentent, et de renforcer la prise en considération des villes dans le traitement des questions régionales et dans les chapitres axés sur les établissements humains, les zones urbaines et autres, notamment en renforçant la participation des acteurs de la ville;
- que le cycle du RE7 inclura un RS sur les changements climatiques et les villes;
- d'envisager de collaborer avec des universitaires, des acteurs de la ville et des organes et agences scientifiques compétents, d'organiser une conférence scientifique internationale sur les changements climatiques et les villes au début du cycle du RE6, afin de stimuler des rapports scientifiques et des publications soumises à examen collégial sur le sujet; et
- d'examiner les modalités permettant d'aborder les questions régionales et d'en renforcer la prise en compte dans le processus de cadrage du RE6.

PLANIFICATION STRATÉGIQUE: Ce point, comprenant la planification stratégique du RE6 et la fiche de renseignements sur le RE6 (IPCC-XLIII/Doc.9 et INF.19), qui présentent les principales considérations stratégiques concernant le calendrier du RE6 et les considérations relatives aux préparatifs du RE7, a d'abord été examiné lundi. Au terme des discussions, le Groupe est convenu que le Secrétariat rédigerait un projet de texte de décision fondé sur le consensus émergent. Le Secrétariat a présenté un projet de décision révisé (IPCC-XLIII/CRP.5) pour examen par le Groupe mercredi.

Les discussions sur la planification stratégique ont porté sur les considérations présentées par le Secrétaire adjoint du GIEC Martin-Novella, notamment: l'opportunité de produire un, deux ou plusieurs RS au cours du cycle d'examen du RE6; l'opportunité de produire un rapport méthodologique au cours du cycle d'examen du RE6; l'opportunité d'intégrer les évaluations régionales dans les produits principaux du RE6, ou de les inclure dans un volume supplémentaire distinct, ou de faire les deux; la durée totale du cycle d'examen du RE6 et la question de savoir si une prorogation du délai d'examen du RSY conviendrait pour permettre un écart de six mois entre l'examen des contributions des GTI, GTII et GTIII et le RSY; et l'autorisation de réduire les examens des experts, les examens des gouvernements et les examens des experts et des gouvernements à six semaines, si nécessaire. Il a également prié le Groupe de procéder à un examen préliminaire des options envisageables pour les préparatifs du RE7. Les discussions portant sur les RS sont abordées plus haut, dans le cadre du point subsidiaire de l'ordre du jour sur les RS.

En réponse au document sur la planification stratégique présenté par le Secrétaire adjoint du GIEC Martin-Novella, les Coprésidents du GTI Masson-Delmotte et Panmao Zhai, les Coprésidents du GTII Pörtner et Roberts, et les Coprésidents du GTIII Priyadarshi Shukla et Skea, ont présenté les résultats des consultations sur les domaines d'examen menées auprès des Coprésidents et des Vice-Présidents des GT.

Le Secrétaire adjoint du GIEC Martin-Novella a indiqué que des décisions devront être prises soit pour proroger le cycle du RE6 au-delà de 2022 soit pour ajuster la durée d'examen des résultats par les gouvernements, entre autres questions.

En ce qui concerne l'opportunité d'intégrer les évaluations régionales dans les produits principaux du RE6 ou dans un volume supplémentaire distinct, ou les deux, le Coprésident du GTII Pörtner a présenté les propositions des Coprésidents des GT, et a signalé la nécessité d'aborder la mise en valeur des aspects régionaux dans le RE6, en proposant que cela soit abordé en tant que question transversale et présenté dans un quatrième volume du rapport, dédié aux questions régionales.

De nombreux délégués ont accueilli favorablement la proposition des Coprésidents des GT visant à ce que les aspects régionaux soient couverts dans un quatrième volume spécial, préparé conjointement par les GT, au même titre que les trois rapports des GT, tout en soulignant qu'il est important de veiller à ce que les aspects régionaux soient intégrés au mieux et qu'un examen plus approfondi de la question est nécessaire. Madagascar, la Fédération de Russie, le Brésil et le Venezuela ont préféré ne pas avoir de volume distinct sur les aspects régionaux.

Au sujet de la prorogation du cycle du RE6, un consensus en sa faveur s'est dégagé, mais pas au-delà de 2022. Le Canada, soutenu par de nombreux délégués, a demandé que le processus de cadrage du RE6 soit avancé et qu'il ait lieu le plus tôt possible afin de donner plus de temps aux scientifiques pour se pencher sur les aspects de fond du rapport. La déléguée a proposé, et les délégués ont accepté, de combiner le cadrage pour l'ensemble

des GT afin de s'assurer que les experts sont employés de la manière la plus efficace, dans les domaines où ils sont le plus à même d'apporter une contribution.

Les États-Unis, l'Arabie saoudite, le Japon, Cuba, la Chine et d'autres se sont opposés à la réduction des périodes d'examen par les experts et les gouvernements de huit à six semaines pour le cycle du RE6. Au sujet de l'alignement du cycle d'évaluation du GIEC sur le processus de la CCNUCC, en particulier les bilans mondiaux en 2023 puis tous les cinq ans, un vaste appui à l'alignement s'est manifesté. Les États-Unis et la Norvège ont plaidé pour des élections précoces pour le RE7, avant la fin du cycle du RE6. La Norvège a demandé que l'élection de la Présidence du GIEC ait lieu plus tôt encore, indépendamment des élections du Bureau.

Mercredi, le Secrétaire adjoint du GIEC Martin-Novella a présenté un projet de décision révisé, qui aborde les calendriers des RS, du rapport méthodologique sur les inventaires de GES, du RE6 et du RSY.

La Norvège, le Royaume-Uni et la Hongrie ont demandé la préparation d'un calendrier révisé et détaillé qui expose la manière dont s'articulent l'ensemble des trois RS et le RE6.

Les États-Unis ont proposé d'avancer la GIEC 44 de décembre à novembre afin de permettre que l'élaboration du RS 1,5°C commence le plus tôt possible.

L'Arabie saoudite a proposé de préciser que le plan du RS sur l'utilisation des terres soit examiné à la GIEC 45.

Le Canada s'est dit préoccupé par le fait que le projet de décision ne reflète guère le consensus qui s'est dégagé à propos de l'alignement du cycle d'évaluation du GIEC sur le processus de la CCNUCC, du refus de réduire les périodes d'examen par les gouvernements et les experts et du RS 1,5°C. Les États-Unis ont proposé que le Secrétariat prépare une version révisée du texte. Faute de temps, le Groupe est convenu d'adopter la décision telle que modifiée oralement, et le Secrétariat du GIEC a été chargé de procéder à ces révisions ultérieurement.

Résultat: Dans la décision, telle que modifiée oralement, le GIEC a décidé:

- d'examiner le plan du RS 1,5°C à la GIEC 44 en octobre 2016, et que le projet de RS sur ce thème serait examiné par le Groupe pour approbation à la GIEC 48;
- d'examiner le plan du RS sur l'utilisation des terres à la GIEC 45;
- d'examiner le projet de RS sur l'utilisation des terres le plus tôt possible au cours du cycle du RE6;
- d'examiner le projet de RS sur les océans et la cryosphère le plus tôt possible au cours du cycle du RE6;
- d'examiner le plan du Rapport méthodologique sur les inventaires de GES à la GIEC 44 en octobre 2016;
- d'examiner le projet de Rapport méthodologique sur les inventaires de GES lors de la session plénière du Groupe à la GIEC 49;
- d'examiner le plan du RE6 lors de la session plénière du Groupe à la GIEC 46;
- d'envisager l'approbation du RSY du RE6 le plus tôt possible en 2022;
- de prier le Secrétariat de préparer des propositions pour l'alignement des travaux du GIEC au cours du RE7 sur les besoins du bilan mondial envisagé dans le cadre de l'Accord de Paris et de transmettre ces propositions pour examen à une session plénière du Groupe au plus tard en 2018; et
- de prier les Coprésidents des GT d'élaborer, le plus tôt possible, un calendrier indicatif pour les trois RS et le RE6, destiné à être informatif plutôt que prescriptif.

Les révisions exactes de la décision, en particulier les libellés concernant le plan du RS sur l'utilisation des terres et la demande de calendrier indicatif, seront publiées par le Secrétariat du GIEC.

ACTUALISATION DES MÉTHODES POUR LES INVENTAIRES NATIONAUX DE GES

Ce point (IPCC-XLIII/Doc.6, Corr.1) a été examiné lundi.

Le Coprésident de l'ESI Tanabe a fait savoir qu'à sa 26^e réunion, le BES a conclu, sur la base des résultats d'une enquête et de deux réunions d'experts, que les Lignes directrices 2006 du GIEC continuent à fournir une base technique solide et qu'une révision fondamentale ne se justifie pas. Toutefois, il a indiqué que certaines améliorations visant à mettre à jour et combler les lacunes sont nécessaires au maintien de leur validité scientifique, en tenant compte des nombreuses connaissances scientifiques et empiriques nouvelles.

Soulignant que cet affinage est requis le plus tôt possible pour utilisation par les parties dans le cadre de l'Accord de Paris et que seul un rapport méthodologique peut avoir la même base juridique que les Lignes directrices 2006 du GIEC, il a déclaré que le BES a recommandé l'élaboration d'un ou plusieurs rapports méthodologiques afin: de fournir des méthodes supplémentaires pour les sources et les puits de GES; d'actualiser les valeurs par défaut des coefficients d'émission et autres paramètres; et d'apporter des clarifications ou des détails aux Lignes directrices 2006 du GIEC. Il a proposé la tenue d'une réunion de cadrage pour le rapport méthodologique, suivie d'une décision sur le rapport à la GIEC 44.

Le Japon, le Royaume-Uni, l'Argentine et l'Allemagne, contrés par la Norvège, ont préconisé l'élaboration d'un seul rapport méthodologique plutôt qu'une série. En réponse à l'Allemagne, le Président du GIEC Lee a confirmé que la décision sur le nombre de rapports serait prise après la réunion de cadrage. Le Groupe a adopté le rapport tel que présenté.

L'AVENIR DE L'ESACI

Ce point (IPCC-XLIII/INF.10 et Corr.1, INFs 15-17, et INF.18 et Add.1) a été examiné mardi.

Le Coprésident de l'ESACI Timothy Carter a présenté les messages principaux émanant de la Réunion d'experts sur l'avenir de l'ESACI, notamment le consensus sur: la reconduction de l'ESACI et du CDD; la priorité accordée aux besoins internes du GIEC; la reconnaissance des besoins externes croissants en matière d'information sur les questions liées aux changements climatiques; et l'augmentation des ressources destinées à l'ESACI et au CDD.

Le Coprésident de l'ESACI Carter a également présenté les options proposées pour examen et décision, entre autres: l'approbation d'un addenda ou d'une révision du mandat de l'ESACI; la nomination des Coprésidents de l'ESACI et la sélection des membres, y compris les procédures de remplacement; l'augmentation des ressources destinées à l'ESACI; et l'augmentation des ressources destinées au CDD, notamment aux données de la CMIP6, au registre des données et aux données régionales telles que l'Expérience coordonnée de réduction d'échelle des prévisions météorologiques au niveau régional. Il a déclaré que le mandat actuel suffit à mener l'ensemble des activités présentes mais qu'un addenda au mandat, qui hiérarchise les activités en fonction de leur nécessité et des ressources qu'elles exigent, serait utile.

Au cours des discussions, la Finlande a signalé le besoin éventuel de nouveaux types d'approches en matière de données, eu égard en particulier aux rapports régionaux. La déléguée

a indiqué que le mandat actuel peut convenir tant qu'il est accompagné d'une hiérarchisation, en faisant observer que l'enjeu central est la disponibilité des ressources.

L'Australie a souligné que la gestion et la conservation des données constituent l'une des tâches les plus importantes du GIEC. Le Canada a préconisé de maintenir ou de renforcer les travaux du CDD par rapport aux autres activités de l'ESACI.

L'Allemagne a souligné que les ressources supplémentaires nécessaires à l'exécution du mandat de l'ESACI ne sont pas disponibles. Rejoint par le Royaume-Uni et la France, le délégué a demandé d'accorder la priorité aux travaux du CDD, de ne pas élargir le mandat de l'ESACI, et d'avoir recours aux UAT des GT pour coordonner le CDD.

Les États-Unis ont souligné qu'étant donné l'absence d'appui non financier à l'ESACI au sein des UAT pour le cycle du RE6 et qu'aucun budget n'est prévu, il est difficile d'envisager comment l'ESACI peut continuer à exister. Le délégué a demandé qu'un état des lieux soit effectué pour identifier les activités d'organisations externes qui assurent la conservation de données.

Le Coprésident de l'ESACI Bruce Hewitson a précisé que les Coprésidents des GT sont réticents à superviser le CDD car ils estiment que leurs UAT sont déjà surchargées. En ce qui concerne le recours à des organismes externes pour remplir les fonctions de l'ESACI, il a déclaré qu'un certain nombre de ces organismes n'ont pas l'indépendance et l'objectivité du GIEC. Les États-Unis en ont pris note, en soulignant que la continuité de la supervision est importante et que l'indépendance et l'objectivité doivent être conservées, ajoutant toutefois qu'une évaluation des travaux des organismes externes dans ce domaine est également nécessaire.

Le Président du GIEC Lee a résumé que les ressources doivent être attribuées en priorité aux travaux du CDD et que la supervision du CDD est susceptible d'être mieux gérée par les UAT des GT.

Au terme des discussions, le Groupe est convenu que les Coprésidents de l'ESACI et le Secrétariat réviseraient la vision de l'ESACI et rédigerait un texte de décision pour examen par le Bureau et, par la suite, par le Groupe.

COMMUNICATION RELATIVE AU RE6

Ce point (IPCC-XLIII/INF.6 et Doc.5) a d'abord été présenté en plénière mardi. Au terme des discussions, le Secrétariat a révisé le projet de décision (IPCC-XLIII/CRP.2) et l'a présenté pour examen mercredi.

Jonathan Lynn, du Secrétariat du GIEC, a présenté les résultats de la Réunion d'experts sur la communication, qui a formulé un certain nombre de recommandations, y compris de réviser la stratégie de communication. Il a proposé que le Secrétariat entreprenne ces travaux et fasse rapport à la GIEC 44. Il a fait observer la nécessité d'impliquer les décideurs et les parties prenantes au cours du processus de cadrage afin de bénéficier de leur expertise et de comprendre leurs attentes quant au rapport du GIEC, de façon à le rendre pertinent pour les politiques.

Les discussions ont porté sur: les questions générales liées à la communication; l'opportunité de convoquer une réunion d'experts supplémentaire sur la communication et le moment de le faire; l'implication d'experts en communication et en représentation des données pour contribuer aux produits du RE6; l'implication des parties intéressées dans le cadrage du RE6, notamment par le biais d'une réunion de pré-cadrage; et la sélection des auteurs sur la base de leurs compétences en communication.

Au cours des débats, les membres sont convenus de l'importance de la communication, mais de nombreux délégués ont exprimé leur préoccupation quant à la disponibilité des fonds nécessaires à certaines activités. La Suisse a demandé l'élaboration d'une vision claire qui comprennent des principes directeurs plutôt qu'une décision axée sur des éléments très spécifiques.

L'Allemagne s'est opposée à une réunion d'experts supplémentaire, préférant que des spécialistes en communication participent aux premières réunions des auteurs principaux. Le Coprésident du GTIII Skea a déclaré que la date proposée en 2016 est bien trop précoce, et a souligné, rejoint par le Royaume-Uni, que la réunion devrait se tenir en 2018 pour permettre aux équipes d'auteurs d'y participer. La Norvège a déclaré qu'elle ne devrait pas avoir lieu avant 2017, en faisant remarquer que les réunions des auteurs principaux sont divisées par GT et que la tenue d'une réunion d'experts concomitante serait compliquée.

L'Allemagne a proposé que l'implication des experts en communication et en représentation des données soit axée sur le RID.

En ce qui concerne la réunion de pré-cadrage, la Coprésidente du GTI Masson-Delmotte s'est inquiétée de ce qu'elle pourrait retarder le cadrage. Les États-Unis se sont opposés à une réunion de pré-cadrage.

La Belgique a plaidé pour des réunions de cadrage qui incluent les décideurs et les parties intéressées le plus tôt possible.

Au sujet de la sélection des auteurs sur la base de leurs compétences en communication, la Coprésidente du GTI Masson-Delmotte a déclaré que les équipes d'auteurs devraient être sélectionnées selon l'expertise et la représentation régionale plutôt que les compétences en communication, et a demandé que les auteurs soient formés à la communication. La Norvège a déclaré que les compétences en communication pourraient être considérées comme un facteur de sélection des auteurs.

Mercredi, Lynn a présenté la Stratégie de communication révisée (IPCC-XLIII/CRP.2), faisant observer qu'elle présente des formulations beaucoup moins prescriptives et, entre autres, que la communication constituera un aspect à considérer dans la sélection des auteurs mais non une condition requise.

Le document, y compris la décision, a été adopté avec des modifications mineures.

Résultat: Dans sa décision, le Groupe a décidé, entre autres, de:

- prier le Bureau du GT compétent, ou dans le cas du RSY le Président du GIEC, en préparation d'une réunion de cadrage: de se mettre en contact avec les gouvernements et un large éventail de parties intéressées au cours du processus de cadrage, de solliciter une plus grande contribution des groupes de parties intéressées au processus de cadrage, et d'identifier, avec l'aide des gouvernements et des organisations observatrices, les publics et les parties intéressées qui peuvent apporter des contributions; d'examiner les différentes options permettant aux parties intéressées de contribuer au processus de cadrage, comme par le biais d'un appel à contributions ou d'autres contacts préalables au cadrage; et d'inviter le Bureau à clarifier le processus de cadrage du RE6 et à proposer un éventuel processus pour examen à la GIEC 44;
- prier les Coprésidents du GT compétent, ou dans le cas du RSY le Président du GIEC, en préparation du RID: de commencer le RID par un résumé analytique ou une synopsis très accessible, qui porte sur les messages les plus pertinents pour les politiques, et d'inclure les énoncés des titres; et de consulter les parties prenantes sur la longueur, la structure et le contenu lors du processus de cadrage;

- d'encourager les Bureaux des GT ou, dans le cas du RSY, le Président du GIEC : à impliquer dans le processus de rédaction des spécialistes en communication compétents et issus de disciplines diverses, dès le début de l'élaboration du rapport, notamment pour le RID et les foires aux questions (FAQ); d'offrir aux auteurs une formation et des orientations sur les bonnes pratiques en matière de rédaction scientifique au début du processus de rédaction, par exemple lors des réunions des auteurs principaux, et, le cas échéant, de s'appuyer sur les spécialistes disponibles dans d'autres GT ou au sein du Secrétariat, sous réserve de la disponibilité de fonds; de prendre en compte les compétences en communication lors de la sélection des auteurs principaux, sous réserve de la disponibilité de fonds; d'envisager de constituer une équipe de spécialistes en communication tels que des auteurs scientifiques, des infographistes ou des experts en représentation de données dans le cadre des travaux des UAT afin de contribuer à la clarté et à la lisibilité du RID, de toute FAQ, et par ailleurs à l'accessibilité du rapport, sous réserve de la disponibilité de fonds;
- de prier le Secrétaire d'organiser une réunion d'experts sur la science de la vulgarisation des changements climatiques, à convoquer lorsque les auteurs du RE6 auront été sélectionnés, à une date et un endroit permettant de réunir ces auteurs de la manière la plus efficace et efficiente, l'événement réunissant des chercheurs en science de la communication et les auteurs du GIEC pour mieux comprendre la science de la communication et les incidences éventuelles sur les messages du GIEC, en portant une attention particulière aux questions de communication des risques et de l'incertitude; et
- de prier le Secrétaire, en consultation avec l'Equipe de communication, d'actualiser la Stratégie de communication et son Plan de mise en œuvre au vu des expériences de communication et de sensibilisation autour du RE5 et des recommandations émanant de la Réunion d'experts en communication, et de soumettre ces propositions à la GIEC 44.

BIBLIOTHÈQUE DU GIEC

Ce point (IPCC-XLIII/Doc.13) a d'abord été présenté mardi. Le Secrétaire adjoint du GIEC Martin-Novella a signalé l'offre du PNUE visant à créer et gérer un système permettant de fournir aux auteurs un accès libre à la documentation publiée. Il a souligné que cela impliquerait un coût ponctuel d'environ 107 000 USD.

En réponse aux questions soulevées, le PNUE a précisé que le programme n'entraînerait pas de coûts récurrents. La déléguée a indiqué que le PNUE organise l'accès à la documentation publiée pour d'autres processus, tels que le Rapport sur l'avenir de l'environnement mondial, et qu'à cet effet, le Programme a déjà engagé un dialogue avec de grands éditeurs et, de ce fait, fournit un accès libre à plus de 240 000 revues.

Les États-Unis ont fait observer que cela représente un service extrêmement important. Le délégué a demandé si cela permettrait d'exploiter d'autres possibilités, telles que les initiatives de création de plateformes, sous l'égide de la CCNUCC, visant à fournir aux universitaires des pays en développement un accès à la documentation publiée.

Le PNUE a précisé que le budget représente le coût unique de l'établissement de logiciels de gestion ou de plateformes, et a indiqué que des fonds supplémentaires peuvent s'avérer nécessaires pour rendre publics certains articles émanant d'importantes associations professionnelles. Le PNUE a indiqué qu'un petit nombre de revues, en particulier celles qui sont dirigées par des organismes professionnels, peuvent impliquer un faible coût annuel.

La Coprésidente du GTI Masson-Delmotte a demandé que la documentation soit mise à disposition dès que possible et à temps pour l'élaboration du premier RS.

Le Vice-Président du GTII Taha Zadari a souligné que cela représente une bonne occasion qui devrait en outre élargir l'accès à la documentation grise et non anglophone. Le PNUE a souligné que le Programme est doté d'une plateforme qui permet l'inclusion de documents non anglophones. Le Coprésident de l'ESI Buendía a demandé que la documentation très technique utilisée par l'ESI soit incluse dans la Bibliothèque par le PNUE.

Le Groupe a invité le PNUE à mettre en place la Bibliothèque du GIEC et a autorisé les dépenses y afférentes.

PROGRAMME DE BOURSES DU GIEC

Ce point (IPCC-XLIII/Doc.7) a été examiné mardi. Le Secrétaire du GIEC par intérim Sivakumar a indiqué que le troisième cycle du Programme de bourses (2015-2017) a octroyé dix bourses d'études, et a également prolongé deux bourses attribuées au cours du second cycle. La Présidente du Comité scientifique Ko Barrett a indiqué que le Comité scientifique du Programme de bourses du GIEC passe actuellement en revue le Programme et les pratiques passées du Fonds d'affectation spéciale du Programme et qu'il adressera prochainement des recommandations au Groupe.

Répondant à la Belgique, le Président du GIEC Lee a expliqué que cet examen aboutirait à des recommandations sur le Conseil d'administration du Programme à la GIEC 44. Le Groupe a pris note du document et du rapport oral du Comité scientifique, a remercié les administrateurs pour leur contribution au Programme de bourses et les a déchargés de toute autre obligation ou responsabilité.

PROCESSUS DÉCISIONNEL POUR L'EXAMEN DES DEMANDES D'ACCÈS AUX INFORMATIONS OU AUX RÉUNIONS

Ce point (IPCC-XLIII/Doc.11) a d'abord été présenté mardi. Le Secrétariat a présenté une version révisée du Processus décisionnel (IPCC-XLIII/CRP.1) mercredi, pour examen par le Groupe.

Le Secrétaire adjoint du GIEC Martin-Novella a mis en exergue deux scénarios différents dans lesquels les chercheurs demandent l'accès aux publications ou aux données; ou bien demandent l'accès aux réunions. En ce qui concerne les demandes d'accès aux informations, il a souligné que presque toutes les informations pertinentes sont déjà à la disposition du public. Il a signalé un nombre très limité d'exceptions, tels que les projets de rapports qui restent confidentiels et les rares cas où les orientations des Nations Unies sur les informations qui pourraient « compromettre les relations internationales » s'appliquent.

En ce qui concerne l'accès aux réunions, il a précisé que selon l'approche procédurale proposée, la décision d'accorder ou non cet accès serait prise par l'organe (le Groupe, les GT, etc.) aux réunions duquel l'accès est demandé. Les États-Unis, d'abord contrés par l'Arabie saoudite, ont déclaré que le pouvoir de décision devrait être assumé par le Comité exécutif. Dans un compromis, l'Arabie saoudite a proposé que la décision incombe au Bureau, ce qui a été accepté par le Groupe.

Au cours des débats, les États-Unis, rejoints par le Canada, ont expressément demandé de n'appliquer la politique qu'aux chercheurs universitaires, en ajoutant que si d'autres types de demandes sont reçues, une révision de la politique pourrait alors être envisagée. Le Suisse a signalé les parties prenantes diverses, outre les universitaires, qui sont intéressées par le processus, a suggéré d'envisager comment protéger la réputation des personnes impliquées dans le processus, et a évoqué le besoin éventuel d'une procédure d'appel.

Mercredi, le Secrétaire adjoint Martin-Novella a présenté la version révisée du document (IPCC-XLIII/CRP.1), en indiquant que le nouveau document comprend une référence explicite aux « chercheurs » et, entre autres, rend les conditions et les processus de demande plus explicites.

Le Groupe a adopté le document.

Résultat: Le Groupe a accepté le Processus décisionnel pour l'examen des demandes d'accès aux informations ou aux réunions. Le Processus décisionnel comprend des modalités de demande d'accès à la documentation non publique du GIEC et aux réunions du GIEC. Le Processus énonce les documents à présenter avec la demande, les critères des chercheurs en ce qui concerne la participation aux réunions, la publication et la protection de la vie privée, et la procédure d'examen, d'approbation et de révocation des propositions.

QUESTIONS DIVERSES

Le Secrétaire adjoint du GIEC Sivakumar a lu une déclaration du Secrétaire général de l'OMM, Petteri Taalas, sur la nomination d'un nouveau Secrétaire du GIEC. Il a annoncé que le poste a été offert à Abdallah Mokssit (Maroc), qui l'a accepté, et attend que cette nomination soit prochainement conclue. De nombreux délégués ont félicité Mokssit pour sa nomination.

La Suisse, appuyée par la Fédération de Russie, a proposé le développement d'une stratégie globale en matière de technologies des communications Internet. La France a proposé que cette question soit d'abord examinée par le Bureau.

LIEU ET DATE DE LA GIEC 44

Le Groupe est convenu que la GIEC 44 se tiendrait la deuxième quinzaine d'octobre, à Genève, en Suisse, ou à Vienne, en Autriche, selon la disponibilité des services de conférence.

CLÔTURE DE LA SESSION

Le Président du GIEC Lee a salué les résultats de la réunion, notamment l'acceptation de la demande de la CCNUCC visant l'élaboration d'un RS sur un réchauffement de 1,5°C, et l'élaboration de deux autres RS sur des questions très importantes. Il a mis l'accent sur les bonnes décisions en matière de communication et de budget, et a pris note des débats constructifs sur l'ESACI.

La GIEC 43 s'est clôt à 18h05 mercredi 13 avril.

BRÈVE ANALYSE DE LA GIEC 43

LE GIEC APRÈS L'ACCORD DE PARIS

À peine quatre mois après l'adoption de l'Accord de Paris, et avec un Bureau entièrement renouvelé six mois seulement après le début de ses travaux, le GIEC s'est à nouveau réuni à Nairobi, au Kenya, pour sa 43^e session. Il s'agissait de la première réunion du cycle du Sixième rapport d'évaluation (RE6) du Groupe, qui devrait s'achever en 2022.

Cela aurait normalement dû être une réunion assez simple, axée sur la progression du processus de cadrage du rapport d'évaluation. Cependant, suite à l'Accord de Paris, l'ordre du jour est soudainement devenu plus long et plus pressant. Le document préparé par le Secrétariat du GIEC, couvrant les décisions de Paris dans lesquelles le GIEC est explicitement mentionné et/ou qui peuvent être implicitement pertinentes ou avoir des conséquences éventuelles en ce qui concerne les travaux du GIEC et le calendrier de ses produits, atteignait six pages.

Outre l'examen des demandes de la CCNUCC, le GIEC avait ses propres projets, notamment de considérablement améliorer et renforcer le traitement des aspects régionaux dans le RE6, et

d'affiner certaines orientations méthodologiques dont dépendent les pays pour préparer leurs inventaires de GES et leur rapport à la CCNUCC.

À Nairobi, la nécessité de soutenir la mise en œuvre de l'Accord de Paris ne faisait aucun doute, et il n'y avait aucune hésitation quant à l'importance d'une amélioration par rapport au Cinquième rapport d'évaluation (RE5) et aux produits du GIEC. Toutefois, il ne faisait également aucun doute qu'il pourrait être difficile de tout faire, en temps voulu et conformément aux processus et procédures du GIEC, sans compromettre la crédibilité de celui-ci.

La brève analyse qui suit place en contexte la GIEC 43 et les décisions qui y ont été prises, en ce concentrant principalement sur les réponses du GIEC à la CCNUCC et aux défis à venir et sur son alignement sur ceux-ci.

RÉPONDRE À LA CCNUCC: LES RAPPORTS SPÉCIAUX

L'un des résultats principaux de l'Accord de Paris a été l'objectif de maintenir l'augmentation de la température mondiale bien en dessous de 2°C au-dessus des niveaux pré-industriels et de mener des efforts encore plus poussés pour limiter l'augmentation de la température à 1,5°C.

Au vu de ce résultat, la CdP à la CCNUCC a explicitement invité le GIEC « à produire en 2018 un rapport spécial sur l'impact d'un réchauffement global de 1,5°C au-dessus des niveaux pré-industriels et sur les profils des émissions de GES correspondantes ».

Peu de délégués doutaient que le GIEC ne réponde favorablement à la demande de la CdP, étant donné que les deux processus comprennent les mêmes États membres, ou comme cela a été exprimé à la réunion, qu'« eux c'est nous ». Cependant, pour la même raison, des délégués craignaient également que l'on tente de reprendre la négociation de la décision. Bien que le Groupe soit parvenu à éviter cela à ce stade, ce qui n'impliquait que d'accepter l'invitation à élaborer un RS, la réunion de cadrage qui devrait avoir lieu en septembre 2016, où l'objet du rapport et son contenu doivent être établis, sera plus complexe. Et si personne ne nie la difficulté de respecter l'objectif de 2°C, et a fortiori celui de 1,5°C (jugé si difficile que les publications scientifiques à ce sujet sont assez rares), pour de nombreux petits États insulaires en développement et pays de faible altitude, il est essentiel que les effets d'un monde 1,5°C plus chaud deviennent plus clairs et les avantages de demeurer sous ce seuil plus évidents.

Outre le RS sur un réchauffement de 1,5°C, le Groupe devait également examiner 30 autres propositions de RS, regroupées par thèmes, quatre ayant été identifiées comme prioritaires: l'utilisation des terres; les océans et la cryosphère; les villes; et les profils des émissions, y compris la proposition de 1,5°C de la CCNUCC. Compte tenu de l'importance de chacun des thèmes et de l'impossibilité de tous les traiter, la première décision du Groupe a porté sur le nombre de RS à élaborer. Comme l'a résumé la Vice-Présidente du GIEC Ko Barrett, les participants étaient partagés à l'idée qu'« un total supérieur à deux présenterait des défis mais qu'inférieur à trois il montrerait un manque d'ambition ».

Finalement, le Groupe a opté pour l'ambition et l'élaboration de deux RS supplémentaires au cours du cycle présent, portant sur l'utilisation des terres et sur les océans et la cryosphère. À propos du second, il convient de souligner que le terme « océans » n'est mentionné qu'une petite fois (dans le préambule) dans l'Accord de Paris, ce qui indique une grave négligence des océans dans la perception des changements climatiques par les décideurs, en dépit de leur rôle primordial dans tous les aspects des changements climatiques. En ce qui concerne l'utilisation des terres, le fait que le RE5 ait mentionné les émissions négatives imputables aux bioénergies et le piégeage et le stockage de carbone comme

essentiels à la réalisation de l'objectif de 2°C conformément aux modèles, mais que rien ou presque n'ait été trouvé sur leur faisabilité ou leurs conséquences, vient étayer la demande d'informations plus précises.

S'ALIGNER SUR LA CCNUCC: LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE

L'impact de l'Accord de Paris s'est fait sentir non seulement au sujet de la décision d'élaborer un RS sur un réchauffement de 1,5°C, mais également en ce qui concerne la planification stratégique du Groupe, en particulier la nécessité d'achever le RE6 en temps opportun, compte tenu de l'échéance de 2023 pour un bilan mondial stipulée à l'Article 14 de l'Accord de Paris, et d'aligner les cycles d'évaluation du GIEC sur le cycle des bilans mondiaux de l'Accord, tous les cinq ans à partir de 2023.

Cet alignement implique de réduire les cycles d'évaluation de sept à cinq ans pour le RE7 et les suivants. Cela signifierait également des modifications dans le *modus operandi*, comme de tenir les élections et de procéder au cadrage avant la fin du cycle d'évaluation précédent, ainsi que d'autres ajustements. Aussi, malgré une quantité de données bien plus importante, les rapports du GIEC devront être plus rapides et, il est à espérer, plus brefs.

Étant donné la structure complexe du GIEC, et la réalité de la diminution des ressources financières, l'adaptation aux changements à venir nécessitera une pensée créative et l'étude de différentes options. Toutefois, dans le même temps, cela pourrait contribuer à ce que le GIEC devienne l'organe plus souple et réactif que certains réclament depuis ces dernières années.

AMÉLIORER LE RE6

L'importance de la mise en valeur des évaluations régionales est soulignée depuis de nombreuses années. Toutefois, cela est devenu de plus en plus urgent à mesure que la mise en œuvre de solutions aux changements climatiques est transférée aux autorités locales, où l'atténuation et l'adaptation les plus importantes doivent avoir lieu. Les évaluations régionales sont aussi particulièrement importantes pour le Groupe, car elles vont nécessiter une plus grande participation de scientifiques issus de pays en développement et de zones peu représentées, en ce qui concerne à la fois la documentation couverte et les auteurs. Cela représente depuis longtemps l'une des aspirations fondamentales du Groupe.

Les évaluations régionales nécessiteront des résultats combinés pour l'ensemble des travaux des trois GT. En ce sens, l'équipe du RE6 a pris un bon départ, les GT ayant déjà étudié conjointement de nombreuses propositions de RS et préparé des propositions communes sur la manière de les aborder. L'intégration des GT a toujours été l'un des principaux défis du Groupe, mais également l'un de ses atouts essentiels. On peut espérer que le travail interdisciplinaire nécessaire à l'élaboration des RS, en particulier du RS 1,5°C auquel les trois GT doivent contribuer, facilitera la collaboration jusqu'au rapport de synthèse.

DES DÉFIS À VENIR

Alors que la richesse et l'ampleur des nouvelles données sur les changements climatiques continuent d'augmenter rapidement, une pression croissante et accélérée s'exerce également pour les traiter et les mettre à disposition de façon à ce qu'elles puissent éclairer les décisions qui s'imposent en matière d'atténuation et d'adaptation. Par conséquent, le nouveau Bureau et toutes les personnes impliquées dans le cycle du RE6 ont dû s'atteler à la tâche sans tarder. Cela était déjà manifeste à la GIEC 43, où les délégués ont reçu de longs documents préparés conjointement par les six Coprésidents des GT sur les thèmes possibles pour les

RS, ainsi que des calendriers et des feuilles de route préparées par le Secrétariat sur la planification stratégique du RE6 et des suivants.

La déclaration d'ouverture de David Carlson, de l'OMM, a rappelé à toutes les personnes présentes les enjeux et les difficultés à venir, alors que les observations indiquent de nouveaux pics de concentrations de CO₂, les mesures globales de méthane en janvier étant « dramatiquement élevées », ainsi qu'une diminution ininterrompue de l'étendue des glaces de mer dans l'Arctique. Avec l'ajout de trois RS et d'un rapport méthodologique à sa charge de travail, l'engagement de renforcer la couverture régionale, et l'annonce de son intention d'écourter ses cycles d'évaluation, le GIEC ne peut être accusé de manquer d'ambition dans l'accomplissement de son rôle face à une climatologie de plus en plus alarmante.

À cet égard, la convergence à la GIEC 43 a été notable. Aucun désaccord net n'a été exprimé sur la nécessité d'élaborer un rapport 1,5°C ou sur l'importance de s'aligner sur le processus de bilan de la CCNUCC après 2023. Même le sombre rapport financier n'a pas semblé nuire aux perspectives d'avenir, révélant que les membres sont confiants que des solutions et des ressources seront trouvées. La seule préoccupation, désormais, réside dans la manière de tout accomplir sans compromettre la crédibilité et l'intégrité du Groupe.

RÉUNIONS À VENIR

Cérémonie de signature de haut niveau de l'Accord de Paris: Le Secrétaire général des Nations Unies, en tant que dépositaire de l'accord, accueillera une cérémonie de signature aux Nations Unies le jour de l'ouverture de l'Accord à la signature. **date:** 22 avril 2016 **lieu:** Siège des Nations Unies, New York **contact:** Cabinet du Secrétaire général **www:** <http://www.un.org/sustainabledevelopment/climatechange/>

Réunion d'experts de l'ESI pour l'évaluation technique des Lignes directrices du GIEC pour les inventaires - Suivi des questions spécifiques émanant des réunions d'experts de 2015: L'ESI du GIEC se réunira pour étudier ces questions à Wollongong, en Australie. **dates:** 25-26 avril 2016 **lieu:** Wollongong, Australie **contact:** Secrétariat du GIEC **téléphone:** +41-22-730-8208/54/84 **fax:** +41-22-730-8025/13 **email:** IPCC-Sec@wmo.int **www:** <http://www.ipcc.ch>

Réunion d'experts de l'ESI pour l'évaluation technique des Lignes directrices du GIEC pour les inventaires - Questions intersectorielles: L'ESI examinera les questions intersectorielles au cours de cette réunion. **dates:** 27-29 avril 2016 **lieu:** Wollongong, Australie **contact:** Secrétariat du GIEC **téléphone:** +41-22-730-8208/54/84 **fax:** +41-22-730-8025/13 **email:** IPCC-Sec@wmo.int **www:** <http://www.ipcc.ch>

Symposium Living Planet: L'Agence spatiale européenne (ESA) organise cet événement pour, entre autres: présenter les progrès accomplis et les projets pour la mise en œuvre de la stratégie d'observation de la Terre (OT) de l'ESA ainsi que la pertinence du Programme d'OT de l'ESA pour les enjeux sociétaux, la science et l'économie; offrir un forum international pour que les scientifiques, les chercheurs et les usagers présentent et partagent des résultats d'avant-garde fondés sur les données des missions de l'OT et de tiers; examiner le développement des applications de l'OT; et faire rapport sur les Programmes d'exploitation de l'ESA, notamment l'Initiative sur les changements climatiques. **dates:** 9-13 mai 2016 **lieu:** Prague, République tchèque **contact:** Secrétariat du Symposium Living Planet de l'ESA **téléphone:** +39-06-94180912 **fax:** +39-06-94180902 **email:** LPS@esa.int **www:** <http://lps16.esa.int/>

44^e sessions des organes subsidiaires de la CCNUCC: Les quarante-quatrième sessions de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI 44) et de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA 44) ainsi que la cinquième session du Groupe de travail spécial sur l'Accord de Paris (APA 1) seront réunies. **dates:** 16-26 mai 2016 **lieu:** Bonn, Allemagne **contact:** Secrétariat de la CCNUCC **téléphone:** +49-228 815-1000 **fax:** +49-228-815-1999 **email:** secretariat@unfccc.int **www:** <http://www.unfccc.int>

Sommet mondial sur l'action humanitaire: Le premier Sommet mondial sur l'action humanitaire (WHS) est une initiative du Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon et est administré par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA). Le Sommet réunira des gouvernements, des organisations humanitaires, des peuples touchés par des crises humanitaires et de nouveaux partenaires, tels que le secteur privé, pour proposer des solutions aux enjeux pressants comme les changements climatiques et pour établir un programme permettant de maintenir une action humanitaire adaptée au futur. **dates:** 23-24 mai 2016 **lieu:** Istanbul, Turquie **contact:** Secrétariat du WHS **email:** info@whsummit.org **www:** <https://www.worldhumanitariansummit.org/>

Quatrième dialogue sur l'Article 6 de la CCNUCC: Organisé par Action pour l'autonomisation climatique (ACE), le Quatrième dialogue sur l'Article 6 de la CCNUCC se tiendra sur deux jours, conjointement avec la SBI 44 et portera sur la participation du public, la sensibilisation du public, l'accès du public à l'information et la coopération internationale sur ces questions. **dates:** 18-19 mai 2016 **lieu:** Bonn, Allemagne **contact:** Secrétariat de l'ACE/CCNUCC **téléphone:** +49-228-815-1000 **fax:** +49-228-815-1999 **email:** secretariat@unfccc.int **www:** www.unfccc.int/ace

50^e réunion du Conseil du Fonds pour l'environnement mondial (FEM): Le Conseil du FEM se réunit deux fois par an pour approuver de nouveaux projets présentant des avantages environnementaux au niveau mondial dans les domaines d'intervention du FEM: la biodiversité, l'atténuation des changements climatiques, les produits chimiques et les déchets, les eaux internationales, la dégradation des terres, et la gestion durable des forêts; et dans les programmes du FEM adoptant une approche intégrée sur les villes durables, la suppression de la déforestation des chaînes de produits de base, et la durabilité et la résilience pour la sécurité alimentaire de l'Afrique subsaharienne. Le 9 juin, le Conseil convoquera la 20^e réunion du Fonds pour les pays les moins avancés (LDCF) et du Fonds spécial pour les changements climatiques (SCCF), au même endroit. **dates:** 6-9 juin 2016 **lieu:** Washington, États-Unis **contact:** Secrétariat du FEM **téléphone:** +1-202-473-0508 **fax:** +1-202-522-3240 **email:** secretariat@thegef.org **www:** https://www.thegef.org/gef/council_meetings/50th/docs

Forum de l'Asie sur l'énergie propre: Le Forum de l'Asie sur l'énergie propre, qui a lieu depuis 2006, vise à offrir un espace de partage des meilleures pratiques en matière de politiques, de technologies et de financements pour soutenir la sécurité climatique et énergétique de la région. **dates:** 6-10 juin 2016 **lieu:** Manille, Philippines **contact:** Banque asiatique de développement **téléphone:** +63-2-632-4444 **fax:** +63-2-636-2444 **email:** cleanenergy@adb.org **www:** <http://www.asiacleanenergyforum.org/>

Cinquième Forum de l'Asie-Pacifique sur l'adaptation aux changements climatiques 2016: Le Réseau d'adaptation de l'Asie-Pacifique (APAN) organise cet événement avec le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque asiatique de développement, le Partenariat mondial pour l'eau, le PNUE et d'autres partenaires sur le thème de l' « Intégration

de l'adaptation dans le développement », en se concentrant sur des thèmes tels que la sécurité alimentaire et le financement de l'adaptation. **dates:** 17-19 octobre 2016 **lieu:** Colombo, Sri Lanka **contact:** APAN **email:** info@asiapacificadapt.net **www:** www.asiapacificadapt.net

HABITAT III: La troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (HABITAT III) vise à assurer un renouvellement de l'engagement politique pour le développement urbain durable, à évaluer à ce jour les progrès accomplis et les réalisations, à aborder la pauvreté, et à identifier et examiner les enjeux nouveaux et émergents. La conférence devrait aboutir à un document final orienté vers l'action et à l'élaboration d'un Nouveau Programme pour les villes. **dates:** 17-20 octobre 2016 **lieu:** Quito, Équateur **contact:** ONU-Habitat **téléphone:** +1-917-367-4355 **email:** Habitat3Secretariat@un.org **www:** <https://www.habitat3.org/>

GIEC 44: La 44^e session du GIEC se tiendra en octobre. **dates:** octobre 2016, à préciser **lieu:** Genève, Suisse, ou Vienne, Autriche, à confirmer **contact:** Secrétariat du GIEC **téléphone:** +41-22-730-8208/54/84 **fax:** +41-22-730-8025/13 **email:** IPCC-Sec@wmo.int **www:** <http://www.ipcc.ch>

CdP 22 à la CCNUCC: Au cours de la CdP 22, les Parties se réuniront notamment pour entamer la préparation de l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris. **dates:** 7-18 novembre 2016 **lieu:** Marrakech, Maroc **contact:** Secrétariat de la CCNUCC **téléphone:** +49-228-815-1000 **fax:** +49-228-815-1999 **email:** secretariat@unfccc.int **www:** <http://unfccc.int/>

Pour plus de réunions, consulter <http://climate-1.iisd.org/>

GLOSSAIRE

BES	Bureau de l'ESI
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CDD	Centre de diffusion des données du GIEC
CdP	Conférence des Parties
CI	Conflits d'intérêts
CMIP6	Sixième phase du projet d'intercomparaison de modèles couplés
EFDB	Base de données sur les facteurs d'émission
ESACI	Équipe spéciale pour les données et les scénarios servant à l'analyse du climat et de ses incidences
ESI	Équipe spéciale pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre
GES	Gaz à effet de serre
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
GT	Groupe de travail
OMM	Organisation météorologique mondiale
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
RE5	Cinquième rapport d'évaluation du GIEC
RE6	Sixième rapport d'évaluation du GIEC
RID	Résumé à l'intention des décideurs
RS	Rapport spécial
RSY	Rapport de synthèse
UAT	Unité d'appui technique